



Devin Fergus, 2009, *Liberalism, Black Power, and the Making of American Politics, 1965-1980*, Athens, University of Georgia Press, 364 p.

Laure Assayag

Texte intégral

« *Black radicals were more likely to petition Congress than blow it up*¹ » : le ton du livre *Liberalism, Black power and the Making of American Politics* est donné. Devin Fergus, professeur associé d'histoire afro-américaine à l'université de l'Ohio, également spécialiste de l'histoire des taxes et du libéralisme, défend dans ce premier essai une thèse provocatrice : le mouvement du *Black Power* a entretenu une alliance positive avec le libéralisme. Selon lui, le nationalisme noir n'était pas révolutionnaire, mais s'accommodait constamment au libéralisme - le *Black Power* n'a pas réussi à mettre en déroute le libéralisme, mais lui a, au contraire, donné l'occasion de se renouveler. L'absorption du *Black Power* par le libéralisme lui a permis d'être sauvé d'un « *social nihilism* », d'un nihilisme social, qui le guettait ; en retour, le *Black Power* a pu modérer la rhétorique du libéralisme et la rendre plus universaliste. Néanmoins, cette incorporation du *Black Power* au libéralisme aurait eu pour conséquence d'alimenter la montée de la droite conservatrice, la *New Right* des années 1980.

Pour comprendre l'ampleur de la provocation, il faut réinscrire ce propos dans l'historiographie du *Black Power*, le rejeon oublié de l'histoire afro-américaine, auquel les historiens ont souvent préféré l'histoire des droits civiques, sans doute en raison de son caractère consensuel et moins brûlant. Lorsqu'il est objet d'étude, le mouvement du *Black Power* est fréquemment analysé dans sa dimension politique (c'est-à-dire révolutionnaire), culturelle et sociale – la perspective économique et financière est peu abordée. Est-ce parce que ce prisme d'analyse serait perçu comme une trahison de l'esprit révolutionnaire du mouvement ? Quoi qu'il en soit, D. Fergus vient donc combler une lacune historiographique, en s'interrogeant sur le lien qui unit libéralisme et *Black Power*. Partant, il réhabilite la notion de *Black Business*, qui fut sévèrement critiquée par Edward Franklin Frazier dans son célèbre livre *Black Bourgeoisie*, publié en 1957.

¹ « Les radicaux noirs étaient plus enclins à adresser des pétitions au Congrès qu'à le faire sauter ». Toutes les traductions en français du compte rendu sont de l'auteur.

En effet, E. F. Frazier, sociologue et historien, fut l'un des premiers à contredire la viabilité d'un capitalisme noir, au motif d'un manque de tradition entrepreneuriale des Afro-Américains.

Liberalism, Black Power, and the Making of American Politics prend le contrepied de cette théorie ; ayant pour cadre les événements qui ont lieu en Caroline du Nord entre 1965 et 1980, le livre de D. Fergus montre que les membres du *Black Power* se sont volontairement inscrits dans une démarche libérale.

Dans l'introduction, D. Fergus dit s'opposer à deux écoles d'historiens, qui sont, selon lui, dans le faux. Les premiers sont des « isolationnistes » (« *isolationists* »), qu'il accuse d'ignorer l'influence du libéralisme sur le *Black Power*, et dont le tort est de circonscrire le mouvement au Nord et à la côte Ouest des États-Unis, au détriment du Sud. Les seconds sont les « historiens majoritaires » (« *mainstream historians* ») qui opposent fermement libéralisme et nationalisme noir, et blâment les effets de la doctrine libérale envers le *Black Power*. Or, pour D. Fergus, il s'agit de montrer que le libéralisme a une capacité positive de réformer la révolution.

Pour cela, les termes du débat sont d'abord précisés : le libéralisme est défini comme l'idéologie qui promeut une plus grande égalité sociale et économique en faveur de l'intérêt public. Le terme sera utilisé de manière interchangeable avec *soft power*, soit la capacité à obtenir ce que l'on souhaite par attirance plutôt que par coercition. Ces définitions et équivalences ont de quoi surprendre. Elles peuvent paraître tendancieuses, voire franchement incorrectes, pour le lecteur européen. En fait, le libéralisme dont parle ici D. Fergus est le libéralisme américain, soit un étatsisme qui prône une justice progressiste et une égalité raciale, proche en cela d'un projet social-démocrate. Ce libéralisme-là s'oppose précisément au conservatisme de Richard Nixon ou Ronald Reagan qui encourageait la dérégulation à tout crin. De même, D. Fergus associe *Black Power* et nationalisme noir ; ici, il est plus difficile de défendre sa position, qui ne s'embarrasse pas de nuances. L'auteur semble faire fi de toute la gamme idéologique embrassée par le terme *Black Power* : en effet, les *Black Panthers* défendaient un nationalisme révolutionnaire opposé en tout point au nationalisme culturel soutenu, par exemple, par les artistes du *Black Art*. Les Panthères Noires n'hésitaient pas, d'ailleurs, à les tourner en ridicule en déclarant : « Le pouvoir est au bout de la manche d'un dashiki² ». Au-delà de l'ironie, la phrase révèle des divergences idéologiques fortes entre les différents groupes qui ont composé ce que l'on appelle le « *Black Power* ».

Ce manque de précision terminologique, quoique fort dommageable à la clarté du propos, ne vient pas miner l'ensemble de l'entreprise, dont le but est de montrer la « dialectique » entre le *Black Power* et le libéralisme.

À cet effet, les chapitres 1 et 2 expliquent la manière dont le *Black Power* choisit stratégiquement de s'implanter dans la région progressive et libérale de la Caroline du Nord. Le personnage d'Howard Fuller est décrit dans toute son ambivalence : radical noir, membre du *Congress for Racial Equality* (CORE), il occupa malgré tout un poste dans l'administration de Lyndon B. Johnson. Il fut directeur de l'*Operation Breakthrough*, un programme de lutte contre

² Cité par Ian Young. Cf. Young I., Octobre 1970, « Les Panthères noires et la langue du ghetto », *Esprit*, n°396, Paris, p. 557. Le *dashiki* (mot swahili) est une large chemise africaine, devenue une sorte d'uniforme pour les Noirs américains partisans du nationalisme culturel.

la pauvreté en faveur de l'*empowerment*, l'octroi de pouvoir aux Afro-Américains. Cette initiative, financée par un fonds fédéral, le *North Carolina Fund*, permet à l'auteur d'affirmer qu'Howard Fuller, bien que marxiste, est le parangon de l'homme libéral, qui profite des ressources financières mises en place par le gouvernement pour accroître la prospérité des noirs de Durham. De même, suite au refus d'inclure des *Black Studies* dans le programme de Duke University, est créée en 1969 la *Malcolm X Liberation University* (MXLU) à Durham grâce à des aides financières octroyées par tous types d'organisations, par exemple l'*Episcopalian Church*. La MXLU mit en place, pour la première fois dans le Sud des États-Unis, un programme nationaliste noir, en proposant des cours de principes d'organisation communautaire, d'histoire africaine et de swahili. Alors que la MXLU serait le dernier endroit où l'on pourrait parler de projet libéral, D. Fergus prétend que le libéralisme en est justement la face cachée. Selon lui, le financement de l'université par des philanthropes ne permet pas à l'université de contrôler sa cause. La dépendance financière, ajoute D. Fergus, ne mène jamais à une idéologie indépendante. Les libéraux ont embauché H. Fuller, personnage très controversé du radicalisme noir, précisément pour contrôler et réguler le mouvement du *Black Power*.

Le chapitre 3 étudie le développement d'une branche locale du *Black Panther Party* à Winston-Salem, en Caroline du Nord, et sa transformation de mouvement radical en mouvement réformiste entre 1968 et 1972. Le chapitre de Winston-Salem aurait survécu plus longtemps que celui de Charlotte, car il aurait su bâtir des alliances avec des partis moins radicaux, par exemple l'organisation religieuse de la *Southern Christian Leadership Conference* (SCLC), bénéficiant ainsi d'une audience plus large. L'article d'Huey Newton, intitulé « *Black Capitalism Re-analyzed* », signifierait le changement de paradigme du parti et sa rupture définitive avec ses origines révolutionnaires. Au moment où la crise constitutionnelle de l'affaire Watergate pose la question de la légitimité du gouvernement, le *Black Panther Party* répond aux lacunes fédérales en proposant des services communautaires, tout en profitant de financements par des institutions libérales.

Les chapitres 4 et 5 analysent le procès de Joan Little, une femme noire de Caroline du Nord, accusée du meurtre d'un gardien de sa prison qui avait tenté d'abuser d'elle en 1974. À travers ce procès, D. Fergus montre comment Joan Little devient une occasion, pour les libéraux de Caroline du Nord, d'affirmer l'existence de principes égalitaires dans le Sud. En effet, l'histoire, devenue cause célèbre, se répand dans tous les États-Unis et J. Little est acquittée grâce à la formation d'une coalition des libéraux blancs et des nationalistes noirs. Des comités se constituent pour prendre sa défense, et 13 villes apportent leur soutien par une levée de fonds. D'autre part, cet événement a pour effet d'adoucir la rhétorique des nationalistes noirs, dont le discours devient moins différencialiste, et commence à prôner un « universalisme libéral » (« *liberal universalism* »), célébrant le droit de tous les êtres humains au respect et à la dignité. L'auteur montre aussi la contradiction entre ce discours universaliste et la misogynie de certains leaders noirs, comme Ron Karenga, qui donnera naissance à un mouvement féministe noir à part entière.

Le chapitre 6 s'intéresse à la tentative de création en 1969 d'une ville noire auto-suffisante, nommée *Soul City* par un entrepreneur afro-américain, Floyd B. McKissick, dans le Warren County, en Caroline du Nord. L'objectif de F.B. McKissick était de créer un pôle de croissance dans une zone de pauvreté principalement peuplée par des Afro-Américains, afin d'encourager les initiatives économiques noires et construire ainsi un *Black Capitalism* puissant. Pour D. Fergus, *Soul City* illustre la capacité du *Black Power* à faire des consensus avec les libéraux. En

effet, F.B. McKissick a utilisé aussi bien des financements d'entreprises privées que du gouvernement fédéral de R. Nixon pour faire avancer la cause du *Black Power*. En contrepartie de ces subventions, F.B. McKissick promet des dividendes électoraux pour les 20 prochaines années au Parti Républicain. Malgré l'arrangement obtenu, *Soul City* bénéficia d'une mauvaise presse qui fit chuter les investissements et condamna à terme le projet.

En conclusion, D. Fergus montre que le désir d'indépendance envers la philanthropie blanche aboutit à la création d'institutions noires à part entière, comme *the Institute of Black World 21th Century* à Atlanta, regroupant théoriciens et politiciens afro-américains. L'auteur établit également une différence entre la philanthropie caritative et le financement d'organisations radicales comme le *Black Power*; alors que les dons de charité sont fréquents aux États-Unis, la seconde forme de philanthropie est moins courante. Cette dernière démarche est qualifiée de « *contrarian donor approach* » (approche de donation à contre-courant). Elle consiste à donner pour des causes impopulaires ou des groupes marginalisés, et correspond à un choix commercial autant qu'idéologique. Par exemple, si la Fondation Rockefeller a choisi de financer le très nationaliste *Black Theater Alliance*, fondé à Harlem en 1968, c'était parce qu'elle estimait ce théâtre moins socialiste que d'autres théâtres blancs concurrents. Dans un dernier temps, D. Fergus rend compte du passage du financement des institutions à celui des individus dans les années 1970, et l'explique par une volonté de contrôler de manière plus directe les artistes et la production culturelle. L'auteur résume alors la thèse principale de l'ouvrage; le nationalisme noir s'est approprié les idées libérales démocrates de l'égalité, de la liberté d'expression et d'association.

Ces dernières remarques font tiquer l'historien qui a écouté les discours politiques de Bobby Seale, lu l'autobiographie de Leroi Jones ou d'Huey Newton. Il est difficile de prouver que l'inspiration de ces textes était libérale; au contraire, on note pléthore de références au marxisme, au maoïsme, aux conflits de classes et à la révolution – et non à Adam Smith ou à John Locke. H. Rap Brown affirmait clairement: « *we don't need liberals, we need revolutionaries...so the question really becomes whether you choose to be an oppressor or a revolutionary*³ ». Il existe certes un fossé entre les discours politiques et les actions entreprises, mais D. Fergus tire des inférences parfois hâtives. En effet, constater que les nationalistes noirs utilisent un système libéral pour le financement de leurs entreprises n'équivaut pas à défendre la doctrine du libéralisme. Exploiter un libéralisme consensuel n'implique pas une modération des ardeurs révolutionnaires, mais démontre au contraire la capacité révolutionnaire à utiliser le système. En cherchant à tout prix à diluer le radicalisme du *Black Power* dans la modération libérale, D. Fergus commet une faute majeure d'appréciation - il ne cherche pas à comprendre les motivations profondes du *Black Power* mais se place du côté d'un libéralisme frileux qui cherche à étouffer le feu révolutionnaire de leur idéologie. De même, faire du *Black Power* un facteur de la montée de la *New Right* est chronologiquement problématique: l'élection de Richard Nixon - bien qu'estampillé par D. Fergus comme un libéral, il était en réalité plutôt conservateur - eut lieu le 5 novembre 1968, c'est-à-dire avant la création du *Black Panther Party*. Les raisons de son élection ne tiennent donc pas à l'incorporation du *Black Power* dans

³ « Nous n'avons pas besoin de libéraux, nous avons besoin de révolutionnaires...donc la vraie question devient: choisissez-vous d'être un oppresseur ou un révolutionnaire? ». Cité par Robert L. Allen cf. Allen R. L., janvier 1968, « *Dialectics of Black Power. A Guardian Pamphlet* », *The Guardian*, p. 15.

le libéralisme, mais relèvent autant des désordres de la politique intérieure américaine que du bourbier de l'engagement au Vietnam.

Le principal atout de l'essai est cependant de travailler à partir d'une grande variété de sources, provenant d'interviews menées par l'auteur, mais aussi de journaux personnels, d'archives étatiques et du FBI, d'entreprises et des principales fondations (Ford et Rockefeller) qui ont sponsorisé les initiatives du *Black Power*.

Néanmoins, il est dommage qu'elles soient si peu insérées dans l'argumentation globale : le recours aux *Watergate Special Prosecution Force Tapes* mentionné au début du livre reste lettre morte. Pourtant, ces conversations entre R. Nixon et F.B. McKissick auraient pu donner un aperçu des relations entre le président et un entrepreneur noir. Il aurait également été intéressant de détailler des parcours biographiques de capitalistes noirs et les relations, de rejet ou de soutien, qu'ils ont entretenus avec les membres du *Black Power*. Cette dynamique est esquissée par l'introduction de la figure du millionnaire noir Asa T. Spaulding mais tourne court. De même, les avantages fiscaux des fondations, qui financent des projets selon un « intérêt bien compris⁴ » pour reprendre le mot de Tocqueville, n'apparaissent pas.

Plus fondamentalement, on peut questionner l'adéquation entre le titre du livre et son contenu : l'essai se concentre sur le *Black Power* dans la région géographique de la Caroline du Nord et non sur le *Black Power* dans son ensemble, comme l'annonce le titre. L'auteur ne démontre pas comment une histoire régionale et une histoire de micro-projets (*Soul City*, MXCLU) permettent de penser le libéralisme du *Black Power* à l'échelle des États-Unis - le lecteur ne comprend pas comment il est possible de tirer des leçons plus générales sur le *Black Power* à partir d'une simple étude de cas.

Ainsi, si l'auteur sort de l'ombre des épisodes peu connus (la fondation de la MXCLU et de *Soul City*, mais aussi la levée de fonds pour le *Black Panther Party* organisée par Leonard Bernstein, musicien favorable aux causes progressistes, et sa femme Felicia en janvier 1970), l'analyse se perd parfois dans les détails. On ne saisit pas en quoi la longue description des raids du FBI dans les locaux du *Black Panther Party* à Charlotte et Winston-Salem permet d'établir un lien entre libéralisme et *Black Power*. La réévaluation des questions de genre, notamment l'hypocrisie de certains leaders noirs par rapport aux femmes du mouvement, révèle le machisme de certains groupes du *Black Power* (mais là aussi, une précision s'impose : le *Black Panther Party* était l'un des plus favorables aux revendications féminines). L'argument est mal rattaché à la thèse principale, et les objectifs poursuivis par l'auteur ne sont pas évidents à déceler. Cherche-t-il à montrer l'incompatibilité entre le nationalisme noir et la revendication libérale du droit des femmes (ce qui irait à l'encontre de sa thèse principale) ou, au contraire, souhaite-t-il décrire une évolution progressiste du mouvement, avec la création par les femmes noires de leurs propres organes politiques ?

Enfin, le dernier paragraphe défie de manière surprenante toute scientificité, et remet en cause pratiquement tous les acquis de la lecture. Pour mieux conceptualiser libéralisme et *Black Power*, il faut, nous dit l'auteur, regarder l'ensemble des pays ayant donné naissance à des nationalismes régionaux ou ethniques. Citant alors pêle-mêle, Bretons et Alsaciens, Plaid Cymru et mouvements catalans, D. Fergus affirme trouver des similarités importantes entre ces

⁴ De Tocqueville A., 1992, *De la démocratie en Amérique*, Paris, éd. Gallimard, p. 635-641.

revendications et le nationalisme noir. Selon lui, tous ces mouvements ont une base régionale ou ethnique, partagent l'idée d'un ancêtre commun, sont une demande de reconnaissance pour une renégociation économique et politique, et proviennent de démocraties libérales. Or, la comparaison n'a pas lieu d'être, car le mouvement du *Black Power* n'était pas un mouvement ethnique, ni régional, mais racial. La dernière phrase, à l'opposé de toute démarche historique, permet ainsi de tirer un trait définitif sur le travail nécessaire de contextualisation. Ce brillant catalogue se conclut solennellement sur l'affirmation que les démocraties libérales donnent toujours naissance à des mouvements nationalistes, jamais à des mouvements totalitaires. (« *Liberal democracies, modern history tells us, proved ground for nationalist movements of self-determination, not totalitarian ones* »). Toute l'histoire moderne, aussi, le contredit.

Bibliographie

Allen R. L., 1968, « Dialectics of Black Power. A Guardian Pamphlet », *The Guardian*, janvier 1968, p. 33.

De Tocqueville A., 1992, *De la démocratie en Amérique*, Paris, éd. Gallimard, 440 p.

Frazier E. F., 1997, *Black Bourgeoisie*, New York, éd. Free Press Paperbacks, 264 p.

Newton H., 5 juin 1971, « Black Capitalism Re-analyzed », *The Black Panther Intercommunal News Service*, vol.VI, n° 19, 4 p.

Young I., Octobre 1970, « Les Panthères noires et la langue du ghetto », *Esprit*, n° 396, p. 549-573.

Pour citer cet article

Référence électronique

Laure Assayag, "Devin Fergus, Liberalism, Black Power, and the Making of American Politics", *Sciences et actions sociales* [en ligne], N°3 | 2016, mis en ligne le 29 janvier 2016, consulté le 26 janvier 2016, URL : <http://www.sas-revue.org/index.php/16-comptes-rendus/57-devin-fergus-liberalism-black-power-and-the-making-of-american-politics>

Auteur

Laure Assayag

EHESS, CENA (centre d'études nord-américaines)

Droits d'auteur

© Sciences et actions sociales

Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction/Any replication is submitted to the authorization of the editors